

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 60

p.a.f. 0,60 € - avril 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Nos droits menacés !

Dans ce numéro:

La classe ouvrière a besoin de son propre parti

Allemagne : l'extrême droite exploite la crise des migrants

Accord Europe-Turquie : main dans la main contre les travailleurs

Trou budgétaire : ce n'est pas la dette des travailleurs !

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Femmes = êtres libres et indépendants

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, est à l'origine une mobilisation portée par les partis ouvriers, lorsqu'ils méritaient ce nom et osaient combattre le conservatisme et l'injustice de la société bourgeoise. Mais ces partis ont disparu, et le conservatisme et l'injustice sont restés : les droits des femmes reculent, comme ceux des travailleurs. En témoignent les attaques contre le droit à l'avortement de la part de plus en plus de gouvernements en Europe,

comme en Espagne, en Pologne, en Hongrie, en Allemagne... En Belgique aussi, des propositions de lois visent à s'attaquer à ce droit. Ils disent vouloir protéger la vie, mais que 7 millions de femmes meurent chaque année des suites d'un avortement illégal, cela leur est bien égal.

Les droits des femmes et des travailleurs sont solidaires : ils avancent ou reculent en même temps.

Une société pourrie jusqu'à la moelle

Gouvernement, responsables de la police, ils étaient tous très fiers d'avoir enfin pu mettre la main sur Salah Abdeslam, le terroriste survivant des attentats du 13 novembre, et certains de ses acolytes.

Mais voir ces petites crapules derrière les barreaux n'empêchera pas d'autres attentats de se produire. Les groupes terroristes trouveront d'autres candidats au suicide, tant que le capitalisme organisera le terrorisme d'État en grand contre les peuples en Irak, Lybie, Syrie, Palestine... et ne permettra pas à tous et chacun de vivre dignement, même dans les pays riches.

C'est pourquoi on ne peut combattre le terrorisme sans combattre le système capitaliste !

Vatican : justice de riches

Plusieurs personnes sont poursuivies pour avoir divulgué les magouilles financières de la banque du Vatican dont le journaliste qui a publié ces informations. Il risque jusque 8 ans de prison selon les lois du Vatican pour avoir dénoncé le fait que moins de 20% des dons des croyants finissent dans les œuvres de charité...le reste se transformant en luxueuses demeures ou en comptes dans des paradis fiscaux.

Il faut dire que cela met à mal la campagne du pape François intitulée « une église pauvre pour les pauvres ».

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

La classe capitaliste veut nous mener plus d'un siècle en arrière, il ne faut pas la laisser faire !

En France, le 9 mars, la première journée de mobilisation contre la « loi travail » du gouvernement Hollande-Valls a été un succès. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs, lycéens et étudiants ont participé aux manifestations. Et pour cause. Le projet de loi dicté par le patronat prévoit la flexibilité à outrance, avec des semaines pouvant aller jusqu'à 60 heures, des journées jusqu'à 12 heures, tout en permettant des temps partiels de moins de 24 heures mensuelles. Il facilitera les licenciements qui étaient considérés comme abusifs par la loi jusqu'ici...

Ce véritable dynamitage du code du travail ramène les conditions de travail à ce qu'elles étaient au 19ème siècle, avant que le mouvement ouvrier n'arrache par la lutte quelques lois qui protègent les travailleurs contre une exploitation brutale. Des droits que la « loi travail » permet aux patrons d'ignorer dans les conventions collectives et des contrats de travail, laissant toute la place au chantage à l'emploi.

On ne sait pas d'avance quelle ampleur prendra la mobilisation commencée, mais ce sera le seul moyen pour faire reculer le gouvernement et le patronat qui lui dicte ses volontés.

Cette politique d'un gouvernement qui se prétend de « gauche » ne se limite pas à la seule France. Ici en Belgique, après les attaques majeures du gouvernement Di Rupo contre les chômeurs, le gouvernement actuel envisage également une réforme en profondeur du droit du travail.

Parmi les mesures souhaitées par le ministre de l'emploi Kris Peeters, il y a notamment la création d'un statut de « travailleur autonome ». Ces travailleurs ne seront plus payés à l'heure, mais à la tâche, et licenciés dès la tâche terminée. Quel patron signera encore un CDI, s'il peut avoir recours à des travailleurs jetables à volonté ?!

De même, il veut permettre aux entreprises de déroger au droit du travail. C'est en fait rendre inopérants les droits sur lesquels les travailleurs peuvent s'appuyer. C'est laisser les mains libres au

patronat pour imposer des conditions de travail et des salaires encore plus mauvais.

Voilà le « progrès » que le système capitaliste nous réserve, si on se laisse faire : nous renvoyer plus d'un siècle en arrière !

Les quelques droits favorables aux travailleurs, comme la limitation du temps de travail ou les congés payés ne sont pas le fait de tel ou tel politicien un peu plus « de gauche ». Ils sont le résultat d'un rapport de force où le patronat a préféré faire des concessions à la classe ouvrière de crainte de perdre beaucoup plus, s'il ne le faisait pas.

Ainsi, la journée des 8 heures que le gouvernement français s'appête à dynamiter, a été adoptée en France en 1919, et en Belgique en 1921. C'est au lendemain de la première guerre mondiale qui avait débouché en 1917 sur la première révolution prolétarienne en Russie. Une révolution qui avait ensuite gagné la Hongrie, la Finlande et l'Allemagne. C'est devant le danger de contagion envers les masses ouvrières de leurs pays respectifs que les gouvernements français, belge, britannique... cèdent alors à un certain nombre de revendications du mouvement ouvrier, comme la journée des 8 heures et le suffrage universel. Et qu'ils mettent en place un début de sécurité sociale, notamment le régime de pensions.

La classe capitaliste compte réduire, voire supprimer les avancées sociales qu'elle a dû céder dans le passé. Car dans la crise, ce n'est pas par une augmentation de ses ventes qu'elle peut espérer augmenter ses profits ou au moins les maintenir, c'est en aggravant l'exploitation : faire travailler plus pour des salaires moindres.

Partis socialistes et directions syndicales se sont appliqués pendant des décennies à nous faire croire que la lutte des classes c'était du passé, qu'il suffisait de négocier, qu'on pouvait s'entendre avec le patronat. La crise met ce mensonge à nu. La lutte des classes bat son plein. Il faut préparer la riposte !

Europe - Turquie :

« Un pour Un » et la main dans la main contre les travailleurs

Les députés du parlement européen ont eu droit à 48 heures pour dénoncer les violations des droits humains en Turquie, les arrestations de journalistes, la criminalisation des partis d'opposition, la répression contre les Kurdes et les exactions contre les travailleurs dans ce pays. Puis les dirigeants du Conseil de l'Europe (soit les premiers-ministres des pays européens) et de la Commission européenne ont sifflé la fin de la récréation et ont signé un accord avec la Turquie pour l'expulsion forcée de tous les réfugiés syriens arrivés en Grèce après le 20 mars. Et pour faire semblant de respecter le droit international, les pays de l'Union, dont la Belgique, enverront des agents en Grèce « pour examiner au cas par cas » les demandes d'asile.

Parqués dans des camps à la frontière macédonienne ou sur l'île de Lesbos, dans des conditions innommables, le seul secours que peuvent attendre ces réfutés de l'Europe est un fonctionnaire pour tamponner un papier avant leur renvoi en Turquie.

Les dirigeants européens, qui méprisent ainsi la vie humaine, pensent avoir trouvé la solution pour enrayer le flot de réfugiés entre la Turquie et la Grèce par leur accord « Un pour Un » : l'acceptation d'un réfugié présent en Turquie pour le renvoi d'un réfugié passé en Grèce. Mais ils ne font que préparer de nouveaux drames en poussant les réfugiés et les migrants dans les bras de réseaux de passeurs, en Lybie ou en Europe de l'Est.

Le gouvernement turc d'Erdogan pense avoir bien manœuvré avec l'Europe. Il devrait regarder ce qu'il est advenu au régime de Kadhafi, en Lybie, qui avait accepté, durant les années 2000, de servir de garde-chiourme payé et armé par l'Europe pour garder les migrants africains derrière des barbelés.

Semant la guerre et la misère à l'étranger, les dirigeants européens prétendent se protéger des conséquences par une politique qui multiplie les camps aux frontières de l'Europe.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de ce continent que les gouvernements construisent des camps pour y parquer ceux qu'ils considèrent comme « étrangers », et en général, les pauvres et les travailleurs qui protestent finissent par les rejoindre.

C'est pour cela que les travailleurs européens doivent avoir leur propre politique, opposée à celle de leurs gouvernements au service des capitalistes, une politique de défense des intérêts des travailleurs, qui passe par la lutte contre les barbelés, les camps et les frontières et finalement le renversement du capitalisme.



Ne demande pas pour qui est la matraque...

Depuis le démantèlement de « la jungle » à Calais, le gouvernement belge déploie des centaines de policiers à la frontière pour empêcher les migrants de venir tenter leur chance vers la Grande-Bretagne depuis Zeebruges ou Ostende. Cette opération, baptisée « médusa », révèle le mépris et le cynisme dont sont capables les responsables politiques pour exploiter la peur et la xénophobie. Mais ces barbelés, ces frontières, ces cordons de policiers utilisés aujourd'hui contre les migrants, le seront demain contre les travailleurs à la recherche d'un travail ou défendant leurs droits.



Un climat propice aux pires exactions

Plusieurs agents de la police d'Anvers sont en examen pour avoir systématiquement racketté des personnes sans-papiers. Ces personnes ont été volées des quelques euros qu'ils ont pu gagner par un travail extrêmement précaire, leur situation ne leur donnant aucun moyen de défendre leurs droits face à des exploiters sans scrupule. De même, les agents n'avaient qu'à les menacer d'expulsion pour arriver à leurs fins.

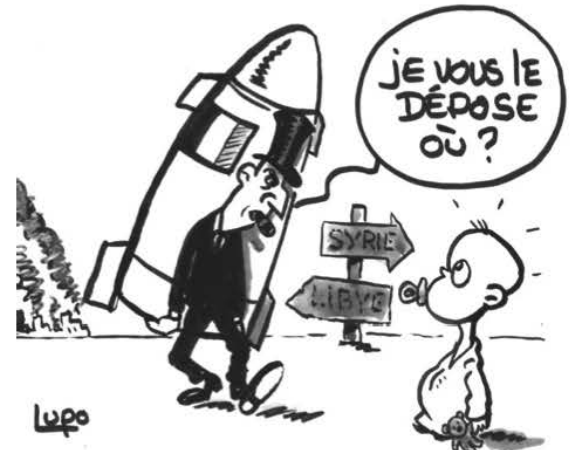
Le bourgmestre de la ville, Bart de Wever, et d'autres responsables politiques se sont dit choqués. Mais déclarer des êtres humains comme « illégaux », c'est dire que le droit ne s'applique pas à eux. Cela ne peut qu'encourager de telles pratiques.

Sortir de l'Europe... ou du capitalisme ?

Après les policiers aux frontières, relevé des empreintes digitales pour tout le monde ? C'est l'idée ramenée de la police marocaine par le ministre de l'intérieur, Jan Jambon (NV-A). « Si vous n'avez rien à cacher, pas besoin d'avoir peur » justifie-t-il en proposant de stocker les empreintes digitales sur les cartes d'identités de tous les adultes. L'Europe de la libre circulation des capitaux et des marchandises a vu la baisse du niveau de vie des travailleurs, mais l'Europe du retour des frontières ressemble de plus en plus à une prison pour pauvres.

Bombes & barbelés

Interrogé au Liban, pays qui compte un million de réfugiés syriens pour 4 millions d'habitants, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders a défendu le prolongement de l'intervention militaire belge en Irak et en Syrie. Il est prêt aussi à envisager une intervention en Lybie « contre Daesh ». Envoyer des bombardiers, puis poster des policiers aux frontières pour arrêter les réfugiés : c'est la politique de la Belgique et de l'Europe depuis 2014.



Allemagne : l'extrême droite exploite la crise des migrants

Les élections régionales de dimanche 13 mars dans trois Länder, les États-régions d'Allemagne, auxquelles ont participé près de treize millions d'électeurs, ont été marquées par d'importants déplacements de voix, et surtout par le succès brutal du parti d'extrême droite AfD, Alternative für Deutschland, l'Alternative pour l'Allemagne.

Ce parti, créé en 2013, n'existait pas lors des dernières élections régionales. Il a recueilli 12,6 % en Rhénanie-Palatinat, 15 % dans le Bade-Wurtemberg, deux Länder de l'ouest, et même plus de 24 % en Saxe-Anhalt, à l'est de l'Allemagne.

Jamais depuis 1945 l'extrême droite n'avait enregistré de tels succès. Même ces dernières années, alors que dans la plupart des pays européens elle gagnait du terrain, l'Allemagne semblait rester relativement imperméable à sa démagogie, en partie à cause de la forte présence de l'histoire du nazisme : il y avait une répulsion, presque un tabou contre les idées nationalistes, racistes, sachant à quelles horreurs elles ont conduit. Maintenant, depuis plusieurs mois, la parole d'extrême droite se libère mais pour beaucoup de gens en Allemagne, ce succès électoral a été un choc.

Le 13 mars, la participation électorale a nettement augmenté partout, de l'ordre de 10 % en Rhénanie-Palatinat et en Saxe-Anhalt. Une partie des abstentionnistes habituels sont retournés voter cette fois, et ils se sont déplacés pour donner leur voix à l'AfD. Pour le reste, à peu près tous les partis ont perdu des voix au profit de l'extrême droite, et parfois massivement.

Dans un contexte de désillusion envers les partis politiques, et d'autant plus que les deux grands partis

gouvernent ensemble, non seulement le pays, mais souvent également au niveau des Länder, une partie du succès de l'AfD vient de sa rhétorique antisystème. Elle se présente comme le renouveau face aux partis installés, indifférents au sort des petites gens. Elle utilise la peur de la misère et du chômage, en particulier dans les régions plus pauvres de l'Est.

En outre, la crise des réfugiés, avec l'arrivée massive de migrants en Allemagne depuis huit mois et le refus de la plupart des États européens d'en prendre une part, suscite de l'inquiétude et est un facteur important de ce vote d'extrême droite. 1,1 million de réfugiés ont gagné l'Allemagne l'an dernier, et l'AfD engrange ses succès d'abord pour avoir vitupéré contre la politique d'accueil du gouvernement Merkel.

D'un autre côté, depuis des mois, une partie significative de la population allemande s'est engagée d'une manière ou d'une autre dans l'accueil des réfugiés, leur apportant une solidarité précieuse pour rendre leurs conditions de vie supportables. Les liens qui se sont créés à partir de ces formes d'aide élémentaire peuvent être une première étape vers une prise de conscience, la conscience que les travailleurs, qu'ils vivent en Allemagne depuis deux générations ou qu'ils arrivent tout juste, font partie de la même classe ouvrière, une classe unie par des intérêts et un destin communs. Seule cette conscience serait à même de faire reculer l'influence de l'extrême droite, avec la conviction que les divisions selon la couleur de peau, la religion ou l'origine géographique ne peuvent qu'affaiblir l'ensemble des travailleurs.

Article extrait du journal français Lutte Ouvrière

Taux zéro, vol maximal

Les taux d'intérêts sur les livrets d'épargne s'approchent de plus en plus de zéro. Compte tenu de l'inflation, ils sont même négatifs. La valeur de l'épargne, pour ceux qui en ont encore, diminue donc d'année en année. Et cela n'empêche pas les banques d'augmenter les frais bancaires de façon importante. En même temps, les banques peuvent emprunter à taux zéro à la Banque Centrale Européenne. Bref, les banques reçoivent gratuitement d'un côté et volent de l'autre. Pas étonnant que leurs chiffres d'affaires soient mirobolants, ou faudrait-il mieux dire leurs « butins » ?

Pire que de jeter l'argent par les fenêtres !

La banque centrale européenne (BCE) rachète des valeurs boursières, depuis un an, pour un montant de 60 milliards € par mois. Elle a annoncé qu'elle allait augmenter cette somme à 80 milliards € par mois en plus de prêts gratuits pour les banques.

Devant le faible résultat de ces mesures censées sauver l'économie, certains économistes ont suggéré que ce serait plus efficace de jeter cet argent du haut d'un hélicoptère. L'argent récupéré par la population servant à augmenter le pouvoir d'achat au lieu de gaver la finance (cela ferait d'après leurs calculs 175€ par mois et par personne).

Il ne faudra pas compter sur l'hélicoptère, mais les populations ont toutes les raisons de ne pas accepter les sacrifices que leur imposent les gouvernements au nom du manque d'argent. L'argent ainsi distribué aux grandes entreprises et aux banques n'aura d'autre effet que de gonfler les bulles spéculatives qui éclateront à la prochaine crise.

Mario Draghi, président de la BCE

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Les salaires doivent augmenter !

La prime sera d'environ 2 600 euros, 100 euros de moins que l'année passée. Chez Audi en Allemagne, elle diminue de 17%, chez VW, elle est remplacée par une prime différente dont le montant est encore inconnu, et les milliers de travailleurs de la sous-traitance ou en intérim ne peuvent compter sur aucune prime.

Les travailleurs ont besoin de leur salaire. Qu'une partie du salaire soit aujourd'hui payée sous forme de primes qui dépendent de facteurs sur lesquels on n'a aucune influence, est déjà un scandale en soi. Cet argent nous est dû, de même qu'une augmentation des salaires pour tous.

Leurs richesses et nos salaires

Audi annonce pour 2015 des ventes en hausse, un chiffre d'affaire en hausse, mais un résultat net légèrement en baisse : 4,29 milliards d'euros au lieu de 4,42 milliards. Chacun des 82 452 travailleurs dans le monde a donc rapporté 52 439 € au groupe.

Qu'ils ne viennent pas nous dire qu'ils ont des problèmes pour embaucher et augmenter les salaires !

Moins ils en font, plus ils en veulent :

278 actionnaires (dont des fonds de pension) portent plainte contre VW. Ils reprochent aux dirigeants de l'entreprise de ne pas avoir communiqué à temps sur le scandale des moteurs truqués... Et réclament 3,2 milliards € !

Si ceux qui n'ont jamais tenu un tournevis dans les mains réclament une pareille somme, que devraient dire ceux qui font tourner les usines et qui risquent leur emploi suite aux magouilles de VW ?

Un trou sans fond

2,2 milliards, 3 milliards, 1,5 milliards seulement, voire moins ou beaucoup plus ? Les chiffres annoncés tour à tour pour le trou dans le budget du gouvernement donnent le tournis.

Mais si le gouvernement hésite encore sur le montant, il ne doute pas un instant que c'est à la population qu'il le fera payer. Car pour les riches et les grandes entreprises, l'amnistie fiscale, les « rulings », les taux d'imposition à 3%... continuent.

Alors, d'un côté le gouvernement vide les caisses dans les poches des riches et de l'autre il exige des pauvres de les remplir. Pas question !

Ça change tout !

La ministre wallonne de l'Emploi Eliane Tillieux (PS) va proposer d'amnistier les patrons qui ont touché trop d'aides à l'emploi entre 2010 et 2013.

Pour ne pas créer « d'insécurité juridique » pour les employeurs, la ministre leur fait cadeau des 18 millions € en question. Quand il s'agit de chômeurs ou de malades, les mêmes ministres parlent de « chasse aux abus » et de « tolérance zéro ».

Comme quoi, ils ne parlent pas pareil quand ils regardent vers le bas et quand ils regardent vers le haut...

La classe ouvrière a besoin de son propre parti politique

Les élections américaines n'ont lieu qu'à la fin de l'année, mais déjà maintenant, les médias sont hypnotisés par une grande question: est-ce que ça va être l'affreux Trump, la fade madame Clinton ou son rival, l'outsider Sanders qui va l'emporter ?

Dans ce feuilleton de série B, de piètres acteurs nous jouent le grand show du « peuple qui choisit son destin ». Mais que ce soit Trump ou Clinton qui soit élu, ou même Sanders, le happy end du spectacle électoral sera à tous les coups pour la seule classe capitaliste.

Qu'on se souvienne de l'arrivée d'Obama en 2008. Pour sa promesse d'arrêter la guerre en Irak, il avait même reçu le prix Nobel de la paix. En fait la guerre en Irak s'amplifie et les bombardements sur la Syrie se multiplient. Et ce ne sont pas la démocratie et les libertés qui s'en trouvent renforcées, mais les profits de l'industrie de l'armement, tandis que toute la région sombre dans une barbarie sans nom.

Aux USA la pauvreté s'est aggravée, et les Noirs, composante importante de la classe ouvrière américaine, la subissent de plein fouet. Ils subissent aussi une répression policière meurtrière qui ne s'est aucunement améliorée sous le « premier président noir des Etats-Unis ».

Les présidents, les premiers ministres, le personnel politique en général, peuvent changer avec les élections, mais les grandes familles d'actionnaires et de milliardaires qui constituent la classe bourgeoise gardent le pouvoir. Le pouvoir de licencier, de baisser des salaires, de spéculer au risque de nouveaux krachs

, et d'acheter des politiciens ou de leur donner des ordres.

Oui, pour ces possédants le bilan d'Obama est positif : les profits crèvent à nouveau les plafonds, les dividendes distribués aux actionnaires aussi. Les 3 % d'Américains les plus riches raflent 30,5% des revenus à eux tout seuls, une part plus grande chaque année.

Ce sont les travailleurs qui en payent le prix. Les chiffres de l'automobile sont parlants. En 2015, 17,5 millions de voitures et utilitaires ont été vendus, 72% de plus qu'en 2008, mais ils ont été produits par 915.000 travailleurs de l'automobile, 175.000 de moins qu'avant la crise. Une aggravation de l'exploitation dramatique.

Des millions de travailleurs américains sont sans emploi ou avec un emploi extrêmement précaire. Mais même quand on a un travail, les salaires sont largement insuffisants pour pouvoir se loger, avoir une voiture qui permette d'aller travailler, faire des études pour obtenir un diplôme, se faire soigner en cas de maladie... De plus en plus d'étudiants commencent leur vie active avec une dette qui ne les quittera plus jamais. Une partie de leur salaire sera consacrée, leur vie durant, à payer les intérêts. Les banques s'engraissent ainsi en parasites de la jeunesse et des travailleurs. Avec comme seul résultat que le prochain krach boursier, plus violent encore que celui de 2007-2008, pointe déjà à l'horizon.

Alors, lequel des candidats de la bourgeoisie - Clinton, Cruz ou Trump sera chargé de faire payer la prochaine crise aux travailleurs ? Voilà le seul suspense du show électoral, car tous, ils sont au service du

grand capital, attaché à lui par mille liens. Et Bernie Sanders n'en est pas une exception. Ce candidat qui se dit « socialiste » et qui dénonce les banques de Wall Street, a, en tant que député puis sénateur, quasiment toujours voté avec les démocrates, y compris les lois exigées par la finance. Et si ses discours peuvent plaire dans la jeunesse qui se mobilise pour lui, leurs votes vont surtout servir au parti démocrate pour lequel Sanders se présente. Ce parti complètement inféodé aux intérêts du grand capital, tout comme le parti républicain, ne fera pas grand cas des promesses électorales de Sanders. Pas plus que les serviteurs de ce même grand capital ici en Europe n'en fait de celles de Tspiras en Grèce.

Non, aux Etats-Unis comme en Europe et ailleurs, les choses ne s'amélioreront pas pour les travailleurs, tant que ceux-ci ne mettront pas en avant les intérêts et la défense de leur propre camp. Il faut aux travailleurs leur propre parti. Un parti ouvrier qui se place entièrement sur le terrain des intérêts des exploités, de tous ceux qui n'ont pas de capital à placer, mais seulement leurs bras à vendre. Un parti qui ne sert pas de la poudre aux yeux aux travailleurs, mais qui les aide à prendre conscience de leurs propres intérêts et à démasquer leurs faux amis. Un parti qui dénonce les limites des élections et aide les travailleurs à s'engager dans les luttes nécessaires pour défendre leurs intérêts face à leurs exploités. Un parti qui aidera la classe ouvrière qui fait tout fonctionner à s'emparer de l'appareil économique pour enfin le faire fonctionner pour le bien de tous. C'est-à-dire un parti communiste et révolutionnaire ! C'est ce parti qu'il nous faut construire.

Seize milliardaires de moins ? Pauvres riches !

Selon le magazine économique américain Forbes, le nombre de milliardaires dans le monde aurait légèrement baissé. Pour un peu, on sortirait les mouchoirs. Certains d'entre eux auraient perdu des plumes dans l'écroulement des Bourses et la baisse du prix du baril de pétrole. Mais d'autres se sont enrichis à leurs dépens.

Il reste tout de même 1 810 milliardaires, et d'autres riches, pas tout à fait milliardaires possèdent des fortunes colossales, édifiées en pleine crise sur l'exploitation de centaines de millions de travailleurs ou en pompant directement les ressources des Etats.

Un îlot d'opulence, dans un océan de pauvreté et de misère.



"Choisir entre le yacht et l'hélico ? Vous plaisantez..."

Les chiffres ne mentent pas

Une des raisons pour lesquelles le ministre des finances Jan Van Overtveldt se base sur des évaluations approximatives des rentrées fiscales est... le manque de personnel dans son ministère.

Les départs n'y sont plus remplacés depuis le gouvernement Di Rupo, et les équipes restantes ne peuvent effectuer le travail statistique valide. Une petite démonstration de l'absurdité des politiques d'austérité... qui n'empêchera pas les ministres des bourgeois de continuer à prendre aux pauvres pour donner aux riches.

Ceci n'est pas notre dette !

Quel est le point commun entre la fermeture des tunnels de Bruxelles, les autoroutes wallonnes ramenées à une bande, des trains plus lents qu'il y a 35 ans et en retard chronique, les élèves qui se serrent dans des classes surpeuplées et dont les radiateurs sont en panne, les seaux d'eau pour récupérer la pluie qui tombe devant les Rubens ?

Ceci : les derniers investissements publics pour les élèves comme pour les navetteurs remontent aux années '60 et depuis le milieu des années '80, les gouvernements ont cessé de les entretenir correctement. Et pourtant, la dette de l'État belge atteint 105 % du PIB, car les gouvernements n'ont jamais cessé de faire des cadeaux aux banques (comme en 2008) et aux grosses entreprises pour qu'elles continuent à verser des dividendes élevés à leurs actionnaires.

Baisse de chômage ou hausse de la misère ?

Avec plus d'un demi-million de chômeurs, le chômage serait au plus bas depuis 1992. Ce n'est déjà pas un résultat pour en être fier. Mais en même temps, plus de gens que jamais survivent avec le CPAS ou la mutuelle. Le nombre de personnes en incapacité de travail de longue durée a en effet doublé depuis 1995. 320.000 personnes sont dans ce cas. Raison pour la N-VA et le VLD de réclamer des économies sur le dos des malades.

Ce qui est malade, c'est cette société capitaliste qui force les uns à se crever au travail, les autres à croupir au chômage. La seule cure est de partager le travail entre tous, sans perte de salaire !

Encore des attaques contre nos pensions !

Après l'augmentation de l'âge de la pension à 67 ans, le ministre des pensions, Daniel Bacquelaire (MR) prépare un nouveau mode de calcul de la carrière de travail qui prendrait moins en compte « les périodes assimilées », c'est à dire les périodes de maladies, de chômage ou de pré-pension. Or la carrière moyenne d'une ouvrière est constituée pour moitié de ces périodes assimilées.

Mais les travailleuses qui doivent accepter un mi-temps pour échapper au chômage ne cotisent pas davantage pour leurs futures pensions !

Alors qu'aujourd'hui, la pension des femmes est déjà 30% inférieure en moyenne à celle des hommes, le projet du gouvernement, si il se réalise, aurait des conséquences dramatiques, en particulier pour les travailleuses.

